

Que sait-on de la décroissance ? À propos du « Que sais-je ? » de Serge Latouche

Jean-Marie Harribey

L'universitaire français qui en est le plus fervent partisan, Serge Latouche, vient de publier *La décroissance* dans la collection « Que sais-je ? » (Humensis, 2019). L'auteur est connu pour plaider depuis plusieurs décennies en faveur de cette problématique, dans de très nombreux livres et articles. Il revient ici pour clarifier la « petite histoire d'un objet mal identifié » (p. 4) et en dégager notamment la signification, les raisons et les objectifs. Quels sont les termes du débat selon Serge Latouche et y a-t-il débat à avoir ?

Quel est « cet objet mal identifié », selon les termes de l'auteur ?

Cette première question est inlassablement reprise par Serge Latouche dans toutes ses publications pour expliquer que la décroissance n'est pas une croissance négative, ni la récession. L'insistance que met l'auteur pour le répéter montre bien qu'il a conscience que cette définition par la négation pose problème. En effet, puisque la croissance économique est celle mesurée par le PIB, on pourrait normalement en déduire que la décroissance signifie la baisse de ce PIB. Latouche est donc contraint de balancer entre deux attitudes contraires : la décroissance est une « a-croissance » (p. 4, 72) ou bien le PIB diminue (p. 9, 11). Il est trop cultivé pour ne pas voir la difficulté théorique de cette hésitation. Il s'en sort alors en utilisant la décroissance sur le « mode performatif » (p. 9), comme un « mot-obus » (p. 112) en reprenant le terme de Paul Ariès, ou bien en affirmant que « le mot "décroissance" ne doit pas être pris à la lettre mais constitue d'abord un slogan provocateur pour casser la langue de bois de la mythologie productiviste » (p. 74, aussi p. 4). Cependant, Latouche ne peut pas s'en contenter et doit revenir à une mesure quantitative, puisqu'il précise que « nul objecteur de croissance ne soutenant la nécessité de la décroissance infinie de tout et de n'importe quoi – contrairement à ce que laissent entendre ceux qui caricaturent leurs positions –, il s'agit implicitement ou explicitement d'en revenir à un niveau de vie matérielle compatible avec la reproduction des écosystèmes » (p. 9), donc de diminuer le PIB : une division par environ 3 s'il s'agit de revenir au niveau « des années 1960 » (p. 80) dans un pays comme la France.

L'originalité de Latouche dans le paysage intellectuel est d'avoir, dès le début de la notoriété du développement soutenable ou durable, récusé ce concept comme un oxymore. Puisque la croissance économique infinie est impossible et que le PIB n'est pas une mesure du bien-être, le développement durable ne peut être qu'un piège (p. 30) et exprimer « l'illimitation [qui] est donc au cœur de la modernité » (p. 38). « Ainsi, contrairement au projet émancipateur des philosophes des Lumières, la société moderne est devenue la société la plus hétéronome de l'histoire humaine, soumise à la dictature des marchés financiers et à la "main invisible" de l'économie, ainsi qu'aux lois de la "technoscience". » (p. 38).

Dans un premier chapitre, Latouche expose les raisons de « sortir de la société de consommation », c'est-à-dire, selon lui, sortir de la « société de croissance ». Et l'idée de la nécessité de « sortir de l'économie » revient comme un leitmotiv tout au long du livre (p. 8, 51, 61, 69, 96, 97). Apparaît donc en filigrane le postulat selon lequel économie égale capitalisme égale croissance. Si le lecteur a du mal à voir que le premier signe « égal » posé par Latouche est un pur postulat et non pas un fait d'expérience, c'est parce que Latouche joue volontairement sur l'ambivalence du concept d'économie. Dès lors qu'il associe l'économie uniquement à la forme historique de l'économie capitaliste, il élimine le fait que le concept d'économie désigne aussi le travail de l'être humain pour produire toujours ses

moyens d'existence. Chez Latouche, le versant socio-anthropologique de l'économie disparaît derrière le versant de la forme sociale et historique qu'il revêt dans le capitalisme depuis à peine trois siècles. Autrement dit, non seulement il oublie Marx, mais il tord d'une manière discutable le concept de Polanyi de désencastrement de l'économie par rapport à la société. En effet, ce n'est pas parce que, sous l'effet de la logique de l'accumulation du capital, l'économie s'est sortie des règles sociales antérieures au point de subordonner l'ensemble de la société, que nous serions en droit de conclure qu'il n'y a, en toute logique, d'économie qu'une telle économie.

Comment cet ensemble théorique peut-il tenir debout ? Si l'on met un instant de côté les faits historiques qui sont tordus, il y a une cohérence chez Latouche. La décroissance n'est pas le contraire de la croissance, c'est seulement un mot d'ordre dont on espère le plus grand effet performatif, et il faut donc construire un imaginaire autour de lui. Latouche fait sien le concept d'imaginaire de Castoriadis. Mais la citation qu'il donne de ce dernier est révélatrice de l'écart qui le sépare de sa référence : au lieu de « sortir de l'économie », pour Castoriadis, « nous devrions vouloir une société dans laquelle les valeurs économiques ont cessé d'être centrales (ou uniques), où *l'économie est remise à sa place* comme simple moyen de la vie humaine et non comme fin ultime, dans laquelle donc on renonce à cette course folle vers une consommation toujours accrue » (p. 97, souligné par moi, JMH). L'ensemble théorique de Latouche ne tiendrait debout que si l'économie n'était qu'un produit imaginaire, une « religion »¹. Est-ce vraiment le cas ?

La décroissance serait-elle un trou noir ?

Dans la problématique de Latouche, tout semble donc se jouer au niveau des représentations imaginaires : à la religion de la croissance qu'il dénonce, il oppose avec ferveur, bien qu'il s'en défende, une autre croyance afin de « réenchanter le monde » (p. 121). Pourtant, les faits matériels sont là et il les décrit en abondance pour nourrir les raisons de sortir de la société de croissance. Mais pourquoi pratiquement tous les chiffres et toutes les données factuelles sur la dégradation écologique qu'il rapporte dans son premier chapitre datent-ils des années 1990 ou 2000 ? Par rapport à ce que l'on savait il y a un quart de siècle, les données aujourd'hui disponibles sont beaucoup plus précises et, en outre, plus inquiétantes encore, sur la disparition de la biodiversité, les pollutions, la raréfaction des ressources naturelles et le réchauffement du climat. Le lecteur peut s'étonner que Latouche en soit resté aux données datant au mieux de vingt à vingt-cinq ans.

Mais la principale interrogation qui vient à la lecture du « Que sais-je ? » de Latouche est ailleurs. La collection « Que sais-je ? » a bâti sa renommée sur le fait de proposer un état des connaissances sur un sujet donné, et, lorsque la connaissance scientifique continue de progresser, de faire mention des points qui restent en discussion, voire qui font encore l'objet de controverses. Le livre de Latouche propose-t-il un tel état des lieux ? Non, il propose un point de vue exclusif sur le sujet, celui de Serge Latouche. Ce qui est parfaitement admissible pour un essai personnel l'est-il pour un exposé didactique ? Oh, certes, Latouche consacre tout son troisième chapitre à discuter les « malentendus, contresens et controverses » sur la décroissance. Et il n'a pas de peine à réfuter un certain nombre d'arguments qu'il juge contraires, mais choisit-il les bonnes cibles ?

Il n'est nul besoin de s'arrêter longtemps sur la caricature de la décroissance comme « retour à la bougie » (p. 74). L'essentiel est ailleurs. Posons une nouvelle fois trois questions.

Peut-on analyser l'impasse du productivisme sans dire un mot de la crise du capitalisme ? Depuis quarante ans maintenant, le ralentissement de la progression de la

¹ S. Latouche, « Décroissance », dans D. Bourg et A. Papaux (dir.) *Dictionnaire de la pensée écologique*, PUF, 2015, p. 247.

productivité du travail dans le monde entier, et surtout dans les pays riches, est confirmé par toutes les études statistiques. Or, *in fine*, la productivité du travail est toujours la source de la rentabilité du capital et donc de l'accumulation, la fuite en avant dans la financiarisation de l'économie ne pouvant être qu'un palliatif temporaire pour la rentabilité réelle. Latouche est totalement silencieux sur ce point crucial. Pourquoi ? Parce que la tradition marxiste du XX^e siècle, incarnée par la pratique des forces s'étant réclamées du communisme, a fait au moins autant de mal que le productivisme capitaliste : « la critique marxiste de la modernité est restée frappée d'une terrible ambiguïté » (p. 67). Est-ce à dire qu'il faille abandonner une critique conjointe de l'exploitation de la force de travail et de l'exploitation de la nature ? Latouche est trop cultivé, je le répète, pour ignorer qu'il existe aujourd'hui tout un pan de la recherche néo-marxienne qui montre que la production de valeur pour le capital (but du productivisme capitaliste) est minée par la conjonction des contradictions sociales et écologiques qui finit par saper les conditions de la rentabilité capitaliste. Cela signifie que, en soumettant la condition salariale à la valeur pour l'actionnaire et en rompant le métabolisme de l'homme avec la nature promise au gaspillage et au saccage, le capitalisme détruit sa raison d'être et, au-delà, compromet la vie sur la Terre. De plus, alors que la littérature internationale orthodoxe est envahie par la thématique de la « valeur économique intrinsèque de la nature » et par celle de la « valeur économique créée par la nature », nous sommes quelques-uns à avoir montré qu'il s'agit là d'un bond en arrière par rapport à l'économie politique, par rapport à la critique de l'économie politique et même par rapport à Aristote, en niant la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange.² Que pense Latouche des concepts de richesse et de valeur ? Seront-ils dissous dans la société de décroissance conviviale ?

Cette discussion théorique a des conséquences politiques immenses : Latouche propose de « revenir à un niveau de vie matérielle compatible avec la reproduction des écosystèmes », celui des années 1960 dans les pays riches (p. 9 et 80), mais quid du niveau de vie compatible avec la réponse aux besoins sociaux ? Donc, en renvoyant Marx aux souris des bibliothèques, on peut craindre l'ignorance de la question sociale, non résolue même dans les pays riches. Et les pays pauvres ? Latouche ne prétend plus ouvertement que construire des réseaux d'eau potable et des centres de soins dans les pays qui en sont dépourvus constitue une « projection de l'imaginaire occidental »³. Prenons-en acte, mais le risque du relativisme est toujours sous-jacent, sinon revendiqué. En tout cas, il est dit que « les sociétés du Sud devraient se "désenvoyer" » (p. 70), néologisme forgé sans doute pour éviter d'avoir à prononcer le refus de tout développement.

Latouche s'est illustré en synthétisant une stratégie pour passer d'une société de croissance à la décroissance par ce qu'il a appelé les « 8 "R" : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, relocaliser, redistribuer, réduire, réutiliser, recycler » (p. 51). Parmi ces « R », la relocalisation tient une grande place pour assurer une transition. Vient alors la deuxième question à la décroissance de Latouche. Pour amorcer et assurer cette transition faudra-t-il

² Latouche fait silence sur les travaux notamment de E. Altvater, P. Burkett, J.B. Foster, J.W. Moore, J. O'Connor, D. Tanuro, aujourd'hui bien connus et qui inspirent politiquement ceux qui se réclament de l'écocritique. Pour ma part (*La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique du capitalisme*, LLL, 2013 ; « La crise est bien celle du capitalisme », *Les Possibles*, n° 9, printemps 2016, <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-9-printemps-2016/debats/article/la-crise-est-bien-celle-du-capitalisme>), j'ai contribué à la problématique de ce courant théorique en montrant que la notion de valeur économique intrinsèque de la nature et celle de valeur créée par la nature étaient des non-sens, que la crise du capitalisme était une crise de la production de valeur qui se heurte aux limites de l'exploitation de la force de travail et de la nature. Ajoutons que même Gorz, dont se réclame Latouche, partageait cette vision de la crise. De même, le courant critique de la valeur, avec notamment R. Kurz et A. Jappe, relie les deux types de contradictions.

³ Comme il le faisait dans « Contre l'ethnocentrisme du développement, Et la décroissance sauvera le Sud », *Le Monde diplomatique*, novembre 2004.

investir ? C'est-à-dire pour abandonner l'énergie fossile, démanteler l'industrie nucléaire et les remplacer par des énergies renouvelables, donner la priorité aux transports en commun et réduire la place de la voiture, isoler bâtiments et logements, faudra-t-il investir ? Et pour « transformer les usines automobiles en fabriques d'appareils de cogénération énergétique » (p. 95, note 1) ? Latouche nous laisse sans réponse après avoir constaté, comme à regret, que la transition « posera certainement d'énormes problèmes de reconversion de l'appareil productif » (p. 95). Eh oui, l'investissement reste l'impensé de beaucoup de décroissants, puisque, à leurs yeux, l'investissement ne peut être tourné qu'à des fins productivistes !⁴ Ou bien que la croissance est soi-disant nécessaire pour investir ou entraîner le crédit, inversant complètement le sens de la causalité : l'investissement est nécessaire pour se développer et non pas l'inverse. Après avoir longtemps douté de la réduction du temps de travail ainsi que d'une croissance et d'une décroissance sélectives, Latouche s'est rallié nettement à la première proposition (p. 56 et 90) et semble-t-il aussi à la seconde. En particulier, l'importance de la RTT pour endiguer le chômage et ouvrir un autre horizon au progrès humain aurait dû rappeler des souvenirs à Serge Latouche.⁵

La troisième question à la décroissance de Latouche est plus directement politique. Il nous dit que « la décroissance n'est pas vraiment concernée [...] par le clivage entre la droite et la gauche » (p. 62), que « la marche vers la société d'abondance frugale est donc envisageable *a priori* avec les organisations politiques les plus diverses » (p. 62), et que « de même qu'il y a un anti-utilitarisme de droite et un anti-utilitarisme de gauche, une critique de la modernité de droite, et une autre de gauche, un anti-capitalisme de droite et un anti-capitalisme de gauche, il y a inévitablement un anti-productivisme de droite et un anti-productivisme de gauche » (p. 68). Ça, c'est trop fort ! Mais que devient alors l'idée que le productivisme est inhérent à la logique de l'accumulation du capital ? Disparue, à l'instar de l'abandon de l'articulation de la question sociale à la question écologique.

On ne s'étonnera plus alors de la bibliographie dont se sert Latouche. Remarquons trois choses pour terminer. Premièrement, parmi toutes les références, soit en notes de bas de page, soit en fin de livre « pour en savoir plus », il n'y en a pas plus d'une⁶ qui permette d'engager une véritable discussion sur la décroissance, exposant les questions qui ont été posées à cette problématique et qui sont aux antipodes du caricatural retour à la bougie. Cette absence totale dénature un projet éditorial « Que sais-je ? ».⁷

⁴ Dans l'article « Le climat est une banque » du journal *La Décroissance*, n° 158, avril 2019, p. 9, D. Bayon et P. Thiesset écrivent : « Plutôt que d'ouvrir les vannes monétaires pour un nouvel essor des forces productives, la décroissance revendique la nécessité d'un *désinvestissement*. »

⁵ J.-M. Harribey, « Le développement soutenable par la réduction du temps de travail », Thèse de doctorat de sciences économiques, Université Paris I-Sorbonne, 1996, dirigée par... Serge Latouche, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/ouvrages/these-resume.pdf>.

⁶ La seule exception qu'on peut considérer comme relativement équilibrée est celle de S. Lavignotte, *La décroissance est-elle souhaitable ?*, Textuel, 2009 ; voir mon compte rendu, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2011/06/26/sur-la-transition-sociale-et-ecologique-quelques-lectures>.

⁷ Dans la note 1 de la page 11, Latouche m'attribue, ainsi que, entre autres, à Attac, que « le PIB pourrait encore croître sans accroître le prélèvement de ressources non renouvelables, ni la pression sur la biosphère, grâce au développement de biens *immatériels marchands* (services à la personne ou autres) ». Latouche est ici dans l'affabulation complète. D'une part, il confond un développement des biens immatériels marchands avec la thèse que je soutiens sur le caractère productif de valeur du travail employé dans la sphère monétaire *non marchande*. Ce qui rejoint une autre erreur qu'il commet à un autre endroit (p. 26) quand il soutient que le PIB ne comprend que le PIB marchand. D'autre part, il ne comprend pas la discussion que j'ai menée, notamment avec Jean Gadrey, sur le fait qu'on ne peut pas savoir à l'avance si la décroissance de la valeur des productions néfastes sera plus ou moins compensée par l'augmentation de la valeur des productions écologiques, et que, donc, dans une phase de transition, le paradoxe (mais en est-ce un ?) serait que l'extinction progressive du productivisme pourrait être temporairement source d'une augmentation du PIB. Voir mon article « De la productivité à la valeur : des problèmes de mesure ou de paradigme ? », dans Florence Jany-Catrice et Dominique Méda (sous la

Deuxièmement, on comprend que Latouche ait la dent dure contre ceux qui sont le plus proches de lui pour la critique du productivisme tout en questionnant la décroissance. Est-ce une raison de s'en prendre aux altermondialistes ou autres contestataires sans donner une seule référence où leurs propos incriminés pourraient être vérifiés (p. 11, 32) ?

Troisièmement, le lecteur pourra s'étonner de voir figurer en revanche dans la bibliographie de Latouche un auteur dont l'idéologie est clairement marquée à l'extrême droite : A. de Benoist. Un autre aussi, très souvent cité, qui a erré et qui a finalement rallié le président Macron dont on connaît l'engagement écologique (!) : J.-P. Besset. D'autres encore, dont les livres contiennent des thèses discutables et discutées et qui ne peuvent être considérées comme des références indépassables.⁸

Au final, que sait-on de la décroissance ? Tout sur la décroissance façon Serge Latouche et le lecteur qui ne le connaîtrait pas trouvera une bonne synthèse de ce qu'il pense sur la décroissance⁹. En revanche, au sortir de ce livre, on ne sait rien sur la discussion complexe autour de la sortie du capitalisme productiviste, dont la décroissance est sur le papier une option possible, mais pas la seule. On ne sait rien des problèmes que pose cette option, et à lire Serge Latouche, elle n'en poserait sans doute aucun : pas de problème de mise en cohérence des besoins sociaux et des préoccupations écologiques ; pas d'obstacle à ce que chacun développe une « activité autonome (ou même salariée dans un premier temps) » (p. 87) ; pas de difficulté pour la « rééducation » (p. 98) des individus.

En bref, je crains que la collection « Que sais-je ? » à visée scientifique ne se soit un peu appauvrie. Serait-ce un effet de la décroissance ?...

dir. de), *L'économie au service de la société, Autour de Jean Gadrey*, Institut Veblen, Les Petits matins, 2019, p. 129-138.

⁸ Par exemple, sur les thèses de Y. Cochet, voir « La misère de l'écologie », *Cosmopolitiques*, n° 10, septembre 2005, p. 151-158, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/misere-ecologie.pdf>. Le mathématicien Y. Cochet prétend rompre avec la théorie néoclassique, mais il la réintroduit en utilisant une fonction de production Cobb-Douglas pour mesurer « la valeur économique créée par la nature ». Nombre d'économistes de l'environnement « de gauche » sont tombés dans ce panneau : notamment G. Giraud, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2015/03/04/l-heterodoxie-economique-dans-tous-ses-etats-2-le-decouplage-absolu-entre-production-et-consommation-de-ressources-est-impossible>, C. De Perthuis et P.-A. Juvet, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2014/01/22/le-capital-naturel-ou-capital-vert-un-objet-fictif-mal-identifie>.

Sur les thèses de J.-P. Besset, voir « Toute critique radicale est-elle recyclable dans la décroissance ? », *Contretemps*, n° 18, février 2007, p. 142-149, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-aries-besset.pdf>.

Sur les thèses de D. Bayon, F. Flipo et F. Schneider, voir « Sur la transition sociale et écologique, quelques lectures », <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2011/06/26/sur-la-transition-sociale-et-ecologique-quelques-lectures>.

⁹ Ce « Que sais-je ? » reprend l'essentiel de ce qu'avait déjà publié S. Latouche. On en trouvera aussi un résumé dans l'article « Décroissance » du *Dictionnaire de la pensée écologique*, déjà cité.